

Une colère légitime

Les blocages des gilets jaunes ont rencontré un large succès. Le gouvernement, comme à son habitude, fait la sourde oreille et entend "faire de la pédagogie". En même temps, il envoie sans attendre les forces de l'ordre débloquer les centres économiques... et l'armée mater les manifestations sur l'île de la Réunion.

Nous connaissons la musique, nous qui avons manifesté pendant plusieurs mois contre les lois travail, la réforme de la SNCF, la baisse du pouvoir d'achat des retraités, pour le maintien des services publics, l'accueil des réfugié-e-s et toutes les solidarités dont voudrait nous priver le capitalisme.

Les gouvernements précédents, comme l'actuel, agissent comme s'il n'y avait qu'une politique possible et que nous n'aurions pas compris, que leur politique, c'était « pour notre bien ». Nous n'accepterons jamais de cautionner cette politique qui n'a de cesse de favoriser, par toutes leurs décisions, la population la plus aisée au détriment des plus démunis

Si toutes et tous, ensemble, nous voulons un réel changement de politique, une vraie redistribution des richesses, nous devons construire un vaste mouvement démocratique définissant lui-même ses formes de luttes.

Les mobilisations des gilets jaunes, qui n'appartiennent à personne si ce n'est à celles et ceux qui les organisent, trouvent un écho grandissant par leurs formes de mobilisations et d'action, leur refus d'élire ou de choisir des "dirigeants" qui seraient prêt à trahir à la première occasion. La mobilisation doit se poursuivre sur le terrain économique en discutant dès maintenant des modalités de grève sur nos lieux de travail. Nous pouvons toutes et tous agréger nos forces et pour cela chercher ce qui fait accord **entre nous** pour gagner **contre eux**.

L'union Syndicale Solidaires31 est à minima pour : l'augmentation des salaires avec un salaire minimum à 1700 euros ; une justice fiscale et sociale (rétablir l'ISF , engager une réforme fiscale pour lutter contre les inégalités) ; lutter contre l'évasion et la fraude fiscale ; une fiscalité écologique (taxer le transport aérien et maritime, les véhicules de luxe polluants, le transport poids lourd routier) ; une indexation des pensions sur les salaires, aucune pension ou minima social en dessous du seuil de pauvreté.

Tous ces points, qui pour certains sont au cœur de nos préoccupations, peuvent être débattus sur les lieux de rassemblement, dans les entreprises et les administrations.

Mettre en œuvre dès aujourd'hui des transports publics à bas coûts ou gratuits partout sur le territoire ; des logements dignes, à des prix accessibles, bien isolés et économes en énergie ; des services publics, des emplois et des commerces de proximité ; une transition écologique (création d'emplois non dé-localisables, reconversion des transports polluants, transformation des industries et de l'agriculture polluantes avec des aides pour les salarié-es et riverain-es concernées), tout cela est le minimum pour vivre, respirer et se déplacer.

c'est pour toutes ces raisons que nous considérons la lutte des Gilets Jaunes comme légitime, la lutte dans les entreprises et administration comme nécessaire et appelons toutes celles et ceux qui souffrent de la politique des gouvernements successifs et qui ne peuvent plus vivre dignement à se joindre aux divers rassemblements organisés ce samedi 24 et les jours suivants.